

Xavier Crettiez

Chronique bibliographique

Violences nationalistes au Pays Basque

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Xavier Crettiez, « Violences nationalistes au Pays Basque », *Cultures & Conflits* [En ligne], 77 | Printemps 2010, mis en ligne le 13 septembre 2011, consulté le 12 janvier 2014. URL : <http://conflits.revues.org/17921>

Éditeur : Centre d'études sur les conflits

<http://conflits.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://conflits.revues.org/17921>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Creative Commons License

Violences nationalistes au Pays Basque

Xavier CRETTEZ

Xavier Crettez est professeur de science politique à l'Université de Versailles Saint Quentin, membre du CARPO / CESDIP et directeur du master sur l'analyse des conflits. Il est spécialiste des dynamiques ethno-nationalistes en Europe. Parmi ses publications, Violence et nationalisme (Paris, Odile Jacob, 2006), Les Formes de la violence (Paris, La Découverte, 2008) et en collaboration avec Laurent Mucchielli (sous dir.), Violences politiques en Europe (Paris, La Découverte, 2010).

Jacques Massey, *ETA. Histoire secrète d'une guerre de cent ans*, Paris, Flammarion, 2010, 387 p.

Emmanuel Pierre Guittet, *Antiterrorisme clandestin, antiterrorisme officiel. Chroniques espagnoles de la coopération en Europe*, Paris, Athéna, 2010, 153 p.

A lors que l'actualité ne cesse d'égrener son lot d'arrestations de militants nationalistes basques et que chaque prise policière est l'occasion d'annoncer la mauvaise santé de l'organisation ETA en même temps que de poser un regard enthousiaste sur l'efficacité de la coopération franco-espagnole, paraissent deux ouvrages de bonne facture sur la violence au Pays Basque.

Avec son histoire secrète de l'ETA, le journaliste Jacques Massey, spécialiste du renseignement et familier de la problématique *euskaldun*, propose une histoire de l'organisation séparatiste depuis sa création en 1959 jusqu'à la récente affaire Jon Anza qui secoue, début 2010, le Pays Basque français. Dans la lignée du très bon livre d'Antonio Elorza (*La historia de ETA*, Temas de hoy, 2000, 483 p.), mais avec une approche plus anecdotique que sociologique, Massey dresse un portrait très informé d'une des dernières organisations clandestines actives sur le sol européen. Sans céder au sensationnalisme, souvent de mise sous la plume journalistique lorsqu'il s'agit de traiter du terrorisme, l'auteur propose un regard historique sur la longue guerre qui oppose la démocratie espagnole – et son ancêtre autoritaire – au mouvement clandestin basque. La richesse des informations proposées constitue assurément le pre-

mier mérite de ce gros volume. L'histoire des différentes directions et fractions de l'ETA est précise et bien établie, de même que les précisions factuelles sur les échanges de coups entre le mouvement basque et la police espagnole ou l'*ertzaingtza* (police autonome basque). Les anecdotes sur le fonctionnement de l'ETA sont savoureuses (l'importance des récits confessionnels des étaras arrêtés ou l'ingéniosité morbide des militants lorsqu'il s'agit de fabriquer des explosifs, de constituer des caches ou de vivre en clandestinité) ainsi que les informations – rares – sur l'économie du terrorisme (budget organisationnel et coût engendré par la violence). Insistant longuement sur la collaboration franco-espagnole dans la lutte contre l'ETA, l'auteur apporte également des renseignements précieux sur le rôle de la France et de certains policiers ou hauts magistrats dans les multiples mises en relation entre les autorités de Madrid et les militants abertzales. Les derniers chapitres sur « la paix impossible » sont, à ce titre, passionnants en s'appuyant sur des sources policières françaises méconnues et en insistant sur le rôle clef de certaines personnalités (avocats nationalistes, policiers, magistrats, diplomates). En offrant une dimension narrative et individualisée à son récit, Massey capte l'attention du lecteur et montre le poids des logiques d'honneur et de respect dans l'établissement de relations pérennes entre adversaires déclarés (liens entre le commissaire Cathala et les leaders étaras Txomin et Azkoiti). Au-delà de cette approche individualisée et très informée, l'ouvrage de Massey constitue un timide travail de sociologie politique, sortant du récit anecdotique lorsqu'il s'agit de décrire des processus de pacification comme celui entrepris à Lizarra en 1998. La diversité des acteurs à la « configuration d'affrontement » y est présentée depuis les partis espagnolistes jusqu'au PNV en passant par le rôle de l'Eglise, des médias et des cadres du Sein Fein, venus en Messieurs bons office pour faciliter un rapprochement difficile. Pour qui souhaiterait se familiariser avec l'histoire de l'ETA, le livre de Jacques Massey ne manque pas d'intérêt. Mais pour qui, familier de la question basque, souhaiterait un regard plus complet et sociologisé sur l'organisation clandestine, le livre ne convainc pas toujours. Même si l'ouvrage ne cherche pas à répondre aux obligations académiques des recherches scientifiques, on regrettera le très faible référencement des sources utilisées, que celles-ci soient de type militant mais surtout lorsque l'information est policière. L'utilisation à plusieurs reprises d'informations issues de rapports des Renseignements Généraux est peu discutée et de nombreux relevés factuels sur l'organisation ETA sont présentés en l'état sans référencement précis. Ce point n'est pas sans poser problème lorsque l'on travaille sur les phénomènes terroristes autour desquels les stratégies d'instrumentalisation des observateurs sont nombreuses. C'est ensuite la dimension narrative propre à l'ouvrage qui pose problème. Si la description factuelle est fouillée, le lecteur peut parfois éprouver un sentiment de lassitude ou de confusion devant la litanie rapportée des arrestations et la succession des opérations clandestines ou policières. Le long cheminement narratif n'est pas sans répétitions d'un chapitre à l'autre, trahissant une structure du plan qui aurait gagné en problématisation. C'est là un troisième point qui soulève une diffi-

culté : au-delà des anecdotes souvent riches, manque un regard plus fortement sociologisé sur l'organisation ETA, ses réseaux, ses structures, son lien avec le mouvement social basque, son ancrage partisan, ses relais médiatiques, bref tout ce qui constitue le mouvement de libération nationale basque (MLNV) dont la densité organisationnelle permet à l'ETA de survivre. Trop peu est dit sur le phénomène de la *kale borroka* (la guérilla des rues), actuelle pépinière de l'organisation clandestine et lieu d'apprentissage des « *feeling rules* » de la violence. A ce titre, la question centrale de l'engagement dans la lutte armée (pourquoi et comment devient-on un abertzale violent ?) est absente de la réflexion, au même titre que l'univers cognitif du mouvement abertzale. Si l'auteur rappelle un peu rapidement le poids des références anciennes (d'Arana à Krutwig), il est moins disert sur les actuelles perceptions cognitives de la jeunesse abertzale dont le référentiel paranoïaque (« l'Espagne demeure une dictature fascisante ») évoqué par l'anthropologue madrilène Perez Agote, explique pour beaucoup la pérennité de la contestation. Enfin, on soulignera quelques inexactitudes mineures ou des absences gênantes comme le manque d'explication sur le paradoxe toquevillien revisité par ETA. L'essentiel de la violence meurtrière affleure en effet au moment même où l'ouverture démocratique s'instaure : alors qu'ETA se voit attribuer une trentaine de meurtres entre 1959 et 1975, elle est directement responsable de près de 300 morts dans les 6 années qui suivent la mort de Franco et le vote de la Constitution. Etonnant paradoxe, central pour comprendre l'identité de cette organisation et ses déchirements internes, jamais évoqué par l'auteur. Si Massey s'aventure du côté français des Pyrénées pour se pencher sur le mouvement basque français, il semble moins informé que pour l'ETA, n'évoquant que trop peu les différences majeures entre les deux mouvements frères qui témoignent de l'importance des Etats sur la structuration des acteurs qui les combattent. La diversité du mouvement abertzale français est peu évoquée (sa dimension avant tout hostile au tourisme également) et on tique lorsque les Démonstrations sont assimilés à la mouvance radicale alors que ce groupe nationaliste novateur a tellement desservi les intérêts de Segi. De la même façon, l'on ne voit pas trop le lien entre la « menace abertzale » (appuyée par un rapport policier de 2002 faisant état de... 767 votes abertzales aux régionales) et le développement du mouvement culturel basque en Iparralde. Si, on l'a dit, le récit des tentatives de pacification est éclairant, certaines affirmations non étayées laissent enfin songeur comme la mise en accusation brutale du ministre Paul Quilès, jugé responsable de l'échec des négociations de paix en évinçant volontairement - sans qu'on en comprenne les raisons - un commissaire qui avait l'oreille des chefs étaras.

Sur une thématique similaire (la question basque), le livre d'Emmanuel-Pierre Guittet présente des qualités (et des défauts) inverses à ceux de l'ouvrage de Jacques Massey. A la prodigalité factuelle, faiblement problématisée, de l'ouvrage du journaliste répond une certaine retenue descriptive du chercheur, compensée par une construction analytique plus ambitieuse. Centré sur

l'antiterrorisme et particulièrement l'actualité des GAL (Groupes Antiterroristes de Libération, actifs dans les années 1980 contre des militants basques), l'ouvrage de Guittet entreprend un rappel de ce qui fut une des pages les plus noires de l'Espagne démocratique, lorsque, pour se défendre d'un terrorisme basque insaisissable par des voies policières et judiciaires, les autorités socialistes de Madrid choisirent d'armer des groupes clandestins pour exécuter en dehors de toute procédure légale des militants abertzales soupçonnés de collusion avec l'ETA. Ce n'est pas le moindre mérite de ce petit livre dense de s'intéresser à ce thème peu connu, peu étudié (la très complète bibliographie présente dans l'ouvrage l'atteste) et pourtant si important (l'affaire des GAL contribua à la chute du gouvernement Gonzalez, se solda par la mise sous écrou de deux ministres et secrétaires d'État et constitua la pire atteinte meurtrière de type terroriste sur le territoire français avec plus de vingt-cinq morts). Le livre est organisé en cinq chapitres écrits de façon claire et précise : après un premier chapitre relativement factuel, mais nécessaire, sur l'histoire des GAL, un second entreprend une plongée dans les structures galeuses et s'intéresse aux hommes qui composent ce mouvement clandestin et à leurs soutiens. Un troisième chapitre s'ouvre sur le dispositif législatif et politique qui complète la répression clandestine : c'est à travers une législation anti-terroriste exigeante et originale que les gouvernements de Madrid vont organiser un consensus politique, fragilisé au gré des échéances électorales, autour du rejet de l'ETA et du monde abertzal. Guittet analyse avec finesse l'évolution de la législation espagnole et son durcissement progressif lui permettant de s'adapter aux évolutions de l'activisme basque : l'originalité de certaines notions comme celle d'« incommunicabilité » (permettant de conserver au secret pendant 10 jours un suspect) est éclairante des dangers qui guettent les démocraties confrontées à une violence invisible. De la même façon, la loi de janvier 2000 abaissant la responsabilité pénale à 14 ans en cas de délit terroriste vise directement à contrer les phénomènes de *kale borroka* alors que celle de 2002 sur l'interdiction de structures partisans légales visera à couper l'ETA de ses réseaux de financements et de soutien (interdiction de Batasuna et fermeture des *tabernas* nationalistes). Le quatrième chapitre porte sur la collaboration policière, judiciaire et politique entre la France et l'Espagne dans la lutte contre l'ETA ; collaboration évolutive au gré de la perception française de la menace étarra. Guittet montre clairement, à travers l'étude des réunions et séminaires organisés entre les deux pays, la révolution que constitue le changement d'identité attribuée à ETA par les responsables politiques et intellectuels français qui font progressivement le deuil d'une organisation pensée comme antifranquiste, résistante, devenue rapidement terroriste. Le dernier chapitre, au cœur de la thèse de l'auteur, cherche à montrer de quelle façon l'Espagne a pesé sur la définition d'une éthique anti-terroriste au niveau européen, singulièrement en imposant la thématique de l'extradition et en posant un référentiel dominant, liant exigence démocratique et collaboration inconditionnelle antiterroriste.

Limpide et précis, l'ouvrage de Guittet présente certaines limites et soulève quelques interrogations qui interpellent le lecteur, bon connaisseur de la question basque ou sociologue de la construction européenne. C'est sur les deux aspects de cet ouvrage réussi (les GAL et l'Europe de l'anti-terrorisme) que quelques questions demeurent. On pourra tout d'abord regretter la rapidité avec laquelle Guittet passe sur l'anti-terrorisme clandestin en Espagne qui ne débute pas avec les GAL mais puise dans une longue lignée de groupes néofascisants (triple A, BVE, Alliance du christ roi, ATE...) plus ou moins dirigés par des structures étatiques. On pourra regretter également que la thèse de la rivalité mimétique empruntée à René Girard (p. 59), ne soit pas plus étayée et creusée concernant l'opposition entre ETA et les GAL : l'hypothèse est posée en quelques lignes mais n'est pas explicitée alors qu'elle est centrale et récurrente dans nombre de conflits terroristes. On pourra surtout – et là l'ouvrage de Jacques Massey est plus audacieux – s'émerveiller du silence de l'auteur sur la participation française aux GAL. Véritable tabou national, brisé par un journaliste de Libération (Sorj Chalandon) il y a fort longtemps, l'implication supposée de policiers ou magistrats français aux côtés des GAL demeure une énigme littéraire, faute de preuve on le comprendra aisément, de crainte de procès on le comprendra également. Mais – hormis une référence page 41 – rien n'est dit sur ce mystère encombrant qui explique pourtant l'efficacité des soldats zélés des GAL. On ne saisit pas non plus toujours très bien certaines assertions de l'auteur comme celle qui, page 60, lui fait écrire que « les GAL sont un puissant remède pour démontrer la criminalité de l'organisation basque », alors même que ceux-ci ont sûrement offert à l'ETA un sursaut de légitimité inattendu au moment même où la thèse abertzale d'une Espagne dictatoriale commençait à fléchir sous l'écume du temps. De même, rompant avec la clarté jusqu'alors de vigueur, Guittet se laisse aller à quelques sentences jargonneuses et abscondes regrettables comme ce « renforcement de la circularité des évidences entre “terrorisme” et “démocratie” » (p. 115) dont on n'est bien en peine de saisir le sens comme la signification des guillemets attribués aux deux termes. Les trois derniers chapitres traitant de la coopération franco-espagnole et de l'anti-terrorisme en Europe, riches et éclairants lorsqu'il s'agit de d'aborder la législation en vigueur et la coopération policière, présentent eux aussi certaines limites mineures. On pourra ainsi regretter une approche parfois trop généralisante, par le haut, ne resserrant pas suffisamment la focale sur les acteurs concrets de l'anti-terrorisme que sont les policiers de terrain, les officiers de liaison, les commissariats mixtes. C'est à une sociologie des acteurs de cette « police en réseau » franco-espagnole que l'on aurait souhaité s'intéresser davantage. Si Massey offrait un regard charnel et individualisé à son objet, Guittet reste parfois trop en deçà des acteurs qu'il étudie alors même que depuis le travail pionnier de Didier Bigo, on connaît l'importance des relations humaines au sein de ces micro-univers policiers en construction. Plus problématique, la thèse de l'auteur, particulièrement développée dans son dernier chapitre, reste floue et pas toujours convaincante :

l'influence espagnole dans la constitution d'une Europe de l'anti-terrorisme est plus affirmée qu'elle n'est démontrée. L'imposition, par Madrid, à l'ensemble de ses partenaires européens, d'une « croyance » dans la nécessité d'extraire et de collaborer pour ancrer son caractère démocratique et la réussite de ce référentiel castillan, devenu contraignant pour tous, ne sont jamais vraiment étayées dans l'ouvrage. Si le lecteur a envie d'y croire, il n'est totalement convaincu ni par la réussite de l'entreprise, ni par l'existence de cette croyance généralisée que nulle approche par une « sociologie des *frame* » ne vient valider.

Lus conjointement, les deux ouvrages se complètent très bien et marient utilement leurs approches – l'une trop descriptive et l'une trop théorique – pour éclairer le lecteur curieux sur l'actualité basque violente. Les deux livres viennent s'associer sans jamais démeriter aux désormais nombreux ouvrages en langue française qui essaient de cerner l'actualité de ces particularismes violents qui, sur le sol européen, semblent relever d'un anachronisme surprenant.